

<https://ujfp.org/spip.php?article1209>



Déclaration des Juifs Européens pour une Paix Juste

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : jeudi 14 juin 2007

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Du 1er au 3 juin, la fédération des Juifs européens pour une paix juste (JEPJ) a tenu son cinquième congrès annuel à Berlin. L'UJFP, membre fondateur de la fédération, a envoyé une délégation de quatre personnes : Sonia Fayman (vice-présidente), Christine Birnbaum (représentante de l'UJFP auprès des JEPJ), Viviane Cohen (secrétaire nationale) et Richard Wagman (président d'honneur).

Les JEPJ comprend une quinzaine d'associations regroupant des militants dans 10 pays d'Europe. Nos représentants ont débattu avec des responsables d'organisations juives de Belgique, du Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède, d'Allemagne, d'Autriche, de Suisse et d'Italie. À l'occasion du 40ème anniversaire de l'occupation israélienne et des 60 ans de la Nakba, les délégués ont rédigé une résolution finale et tenu une conférence de presse conjointe avec l'initiative allemande « Shalom 5767 ». La fédération JEPJ a également envoyé une délégation au contre-sommet du G8 qui a eu lieu quelques jours après dans le lander voisin, à Heiligendamm. Dans sa résolution finale, les JEPJ déclarent : « En se rencontrant à Berlin à la veille du quarantième anniversaire de l'occupation par l'armée israélienne des territoires palestiniens, les Juifs européens pour une paix juste (JEPJ) veulent montrer leur préoccupation devant l'indifférence de l'Union européenne et des pays membres du G8 face aux violations du droit international par Israël et au sort des Palestiniens. (...) En particulier, les JEPJ pressent la présidence et les membres du Conseil européen de prendre des mesures décisives pour mettre fin à l'occupation israélienne et permettre la création d'un État palestinien viable dans la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est avant qu'il ne soit trop tard pour toute perspective de paix et de stabilité au Moyen-Orient. Les JEPJ demandent avec insistance à tous les pays participant au sommet du G8 d'exercer sur Israël des pressions pour qu'il mette fin à l'occupation et accepte un État palestinien viable et continu. (...) » La déclaration dénonce la politique de deux poids, deux mesures et note que « Des Juifs, d'Israël ou d'ailleurs, reçoivent des incitations financières pour s'installer dans les territoires palestiniens tandis que les Palestiniens sont privés de leur liberté de mouvement à l'intérieur de leur propre territoire » et que « des Palestiniens citoyens israéliens sont empêchés par la loi de vivre avec des conjoints originaires des territoires occupés, alors que les droits des Juifs citoyens israéliens ne sont pas frappés de semblable limitation. » Plus proche de nous, les délégués informent que le silence de l'Union européenne « aggrave la frustration ressentie par la jeunesse musulmane d'Europe, victime elle-même de discriminations. En tant que Juifs nous combattons à ses côtés la discrimination et la politique du "deux poids deux mesures" en Europe comme au Proche-Orient. » Avec cette déclaration, les JEPJ appellent « la communauté internationale et en particulier l'Union européenne à demander qu'Israël réponde favorablement à la proposition arabe qui a été une fois de plus ratifiée à l'unanimité par les pays membres de la Ligue arabe lors de la conférence de Khartoum en mai 2006 et plus récemment encore à Riyad en mars 2007. » Dans sa conclusion, la résolution demande aux responsables de l'UE de « contraindre Israël à libérer immédiatement les membres du gouvernement et du parlement palestiniens ainsi que les autres prisonniers politiques » et d'appliquer « des sanctions pour obtenir la fin de l'occupation israélienne. » Pour le texte complet de cette résolution, voir le [url=<http://www.ujfp.org/modules/news/visit.php?fileid=50>]fichier ci-joint[/url] (pdf).